

CHRONIQUES D'UN TERRIEN

Si j'étais président (3)

Ce que je trouve captivant dans le métier de chroniqueur est cette possibilité qui nous est donnée de nous prendre pour ce que nous ne sommes pas ou ce que nous ne serons jamais. «Si j'étais président» peut être suivie par une autre série intitulée «si j'étais ministre du Tourisme» ou «si j'étais secrétaire général de l'UGTA» ou, plus simplement, «si j'étais berger dans les plaines du Cheliff»... Et c'est cela la grande magie de notre métier : on peut déjeuner avec un roi sous les lampions d'un palais des mille et une nuits et se retrouver, une semaine plus tard, dans un gourbi glacial gonflé par les vents de la steppe ! On en sort avec une philosophie qui relativise tout : au bout d'un parcours de quarante ans, fait de voyages au bout du monde et de rencontres multipliées à l'infini, je vois les hommes tels qu'ils sont ! Leurs titres ne m'impressionnent pas. Les hommes n'ont de valeurs que par leurs actes et toutes les richesses et la puissance dont ils peuvent s'entourer ne peuvent cacher leurs tares !

Tenez, ce Bush, par exemple. Une erreur de l'Histoire et un épisode qui terminera pour longtemps encore le front de la statue de la Liberté. Mais lui et ses confrères de la nouvelle droite seront bientôt balayés par le souffle du changement. L'Histoire ne pardonne jamais à ceux qui, profitant

de leur poste et de ses privilèges, ne pensent qu'à s'en mettre plein les poches, allant jusqu'à déclencher des guerres inutiles mais terriblement meurtrières.

Je suis président et je dois maintenant m'atteler à reconstruire des valeurs qui ont été détruites, afin que le peuple algérien se sente enfin fier de vivre dans son pays, qu'il soit protégé de tous les abus et de tous les dangers, qu'il travaille dans la quiétude pour bâtir la richesse nationale qui remplacera les rentrées en devises basées sur la seule exportation des hydrocarbures, qu'il puisse vivre dans des villes propres et bien structurées, qu'il puisse également être en paix dans les villages et les campagnes, qu'il bénéficie de toutes les infrastructures nécessaires à son bonheur, qu'il trouve également, partout, les moyens de s'épanouir culturellement, de se reposer et de s'adonner aux loisirs multiples que peuvent lui donner les centaines de parcs que je compte lancer. Mais, avant de détailler mon programme, il est utile de tracer les contours politiques et institutionnels de cette Algérie nouvelle qui doit être celle de la «révolution par et pour le peuple». Il est aberrant de constater qu'après 46 années d'indépendance, nous nous sommes beaucoup éloignés des principes qui ont guidé la révolution fondatrice de l'Etat moderne algérien. Une nouvelle caste de diri-

geants civils et militaires, vivant dans un luxe qui est une insulte à la misère que je vois partout (je ne vis pas dans la capitale et je voyage beaucoup et exclusivement... en Algérie !), s'est arrogée tous les droits. Elle utilise le pouvoir pour s'enrichir, passant de l'acquisition de moyens matériels énormes en Algérie à l'achat de biens de très grande valeur à l'étranger. Ce n'est pas toujours le fruit de l'effort personnel et du travail honnête : beaucoup de ces richesses ont été acquises par le truchement des influences, de la pression et de la corruption. De nouvelles familles «royales» et «princières» sont apparues, s'accaparant l'Etat et ses moyens diplomatiques pour en faire une propriété privée. Tout cela cessera ! L'Etat sera au service exclusif du peuple.

L'une des tâches essentielles de ce début de mandat sera d'ancrer de nouvelles traditions démocratiques dans les mœurs politiques algériennes. La Constitution sera révisée et le peuple algérien sera appelé à se prononcer sur les changements que je compte introduire dans la loi fondamentale. D'abord, nous devons retourner à la limitation des mandats présidentiels : deux, pas plus ! L'un des plus grands dangers qui menace la démocratie est le pouvoir personnel. En obligeant le chef de l'Etat — qui bénéficie de responsabilités énormes dans l'actuelle Constitution — à quitter la plus haute hiérarchie du pouvoir après deux mandats, nous nous prémunirons contre ces dérives et empêcherons l'émergence d'une royauté avec sa cour et ses pratiques d'un autre âge. Grâce à l'alternance, nous nous assurerons un renouvellement des instances dirigeantes car il est périlleux que le même personnel politique reste aux commandes durant vingt ou trente ans. Les élections permettront au peuple de choisir librement ses diri-

geants à tous les niveaux. Outre la limitation des mandats, cette révision constitutionnelle devra trancher une question fondamentale : voulons-nous d'un régime présidentiel ou d'un système politique basé sur le règne des partis et des coalitions ? Chacun des deux systèmes présente des avantages et des inconvénients, mais pour une révolution qui, dès son déclenchement, a banni le culte de la personnalité et inscrit en lettres d'or le mot d'ordre : «Un seul héros, le peuple», il me semble nécessaire et indispensable d'aller vers un régime parlementaire, le seul en mesure de barrer la route aux rêves hégémoniques des «leaders respectés et bien-aimés». L'ère des hommes providentiels est révolue : le magistrat suprême doit s'imposer par sa sagesse et son dévouement à défendre les causes nationales et à s'élever contre tous les abus et les atteintes à l'éthique. Il sera au-dessus de la mêlée et aura un rôle beaucoup plus moral que politique. En animant la vie de la nation d'une manière autonome et réservée, il sera ce président que l'on respecte et écoute parce que, venant d'un parti, il saura transcender les divisions politiques et s'imposer comme l'homme qui symbolise une nation et non une tendance idéologique !

Ceci ne l'empêchera pas, bien entendu, de dire ce qu'il pense lorsque des excès touchant aux libertés individuelles et à la sécurité nationale auront lieu, y compris par son propre parti.

C'est au chef du gouvernement qu'il appartiendra de guider la politique économique, sociale et culturelle durant la législature où son parti — ou coalition — est majoritaire. La Constitution fixera les limites de cette action afin que les extrémistes qui peuvent profiter du système démocratique ne soient pas tentés par la prise du pouvoir.

A ce titre, il est utile de pré-

ciser certains points qui prêtent souvent à confusion. Concernant la laïcité, je me suis toujours trouvé en contradiction avec la majorité des démocrates et des républicains qui pensent qu'elle serait une bonne chose pour la République algérienne. Ils ont leurs arguments. Quant à moi, je pense que nous ne pouvons pas aller vers une laïcité qui pourrait comporter des pièges contre lesquels les grandes démocraties sont prémunies. Mais pas nous ! L'islam n'est pas, chez nous, une simple pratique religieuse dont l'encadrement et le contrôle pourraient être confiés à une association exerçant comme n'importe quelle organisation sociale. La laïcité n'est pas la bonne solution car elle donnerait la possibilité à ces associations de prendre le contrôle de la croyance des gens, avec toutes les déviations possibles et nous en connaissons un bout en Algérie. L'islam fait partie des valeurs fondamentales de notre civilisation, au même titre que la berbérisme et l'arabité. Ce sont les trois composantes du socle sur lequel sont bâties les valeurs communes au peuple algérien, valeurs renforcées par des principes révolutionnaires contenus dans la Déclaration du Premier novembre que nous considérons comme le premier acte fondateur de la nouvelle nation algérienne née en 1962. En outre, la laïcité apparaît comme un système idéal dans des pays qui comptent plusieurs communautés religieuses et où l'Etat doit rester neutre afin de ne pas privilégier telle ou telle religion et se créer des problèmes qui pourraient menacer l'équilibre des institutions. Par contre, chez nous, l'islam est la religion de l'immense majorité du peuple algérien. Je ne vois aucun problème à ce qu'il reste religion d'un Etat qui a les moyens d'éviter toutes les dérives pour peu qu'il ne cherche pas à l'exploiter dans le but de servir le pouvoir. Or,



Par Maâmar FARAH
farahmaamar@yahoo.fr

nous avons toujours vécu des situations où l'on a mobilisé la religion dans un but politique. A ce titre, tous les partis religieux seront interdits, à commencer par le HMS ! Il n'est pas normal que dans un pays musulman, des tendances politiques exploitent ce qui est considéré comme un bien commun : la religion. En faisant de la politique, on s'essaye quotidiennement à la tricherie et au mensonge, sinon ce ne serait plus de la politique ! Il est donc impérieux de protéger la religion de ces pratiques et de la laisser au-dessus de la mêlée.

On ne met pas le Grand et Immatériel nom d'Allah dans une urne ballottée par les vents contraires de la convoitise humaine...

M. F.

A suivre jeudi prochain

P. S. : A Omar Belhouche et Salima Tlemçani, encore face à un juge et à l'arsenal juridique qui étouffe la parole libre, toute ma solidarité. Tenez bon, le salut viendra et l'écrit de presse ne mènera plus personne en prison.

Le Soir sur Internet :
http://www.lesoiralgerie.com
E-mail :
info@lesoiralgerie.com

DÉCÈS

La famille Torchi a l'immense douleur d'annoncer le décès de sa chère regrettée Torchi Saadia à l'âge de 74 ans. Elle informe que l'enterrement aura lieu aujourd'hui jeudi 25 décembre à Ferdjiaoua. «A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.»

CONDOLÉANCES

Très peinée par le décès de la mère de leur ami Hamid Torchi, la direction du *Soir d'Algérie* lui présente ainsi qu'à toute sa famille ses sincères condoléances et prie Dieu d'accueillir la défunte en Son Vaste Paradis.

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com



Le pôv'homme, peut pas se couper en 4 tout d'même !

Abdekka a exigé que le film Ben Boulaid soit projeté dans toutes les écoles du pays. Louable initiative. Je propose à mon tour que soient projetés dans ces mêmes écoles deux autres films.

Carnaval fi Eddachra et Mascarades

Une association militant pour un 3^e mandat d'Abdekka a lancé des invitations à une marche citoyenne aux habitants de la wilaya de Béjaïa. Jusque-là, rien d'anormal. Une association de soutien au 3^e mandat est naturellement destinée à appeler à une marche de soutien à un 3^e mandat. Là où ça se gâte, c'est lorsque cette même association des Hammadites en profite pour lancer un appel bis à l'appel central. Elle demande, elle implore même Boutef' d'annoncer officiellement sa candidature à partir de Béjaïa. Et non, yal khawa ! Je veux bien que vous soyez mus par des sentiments honorables, comme toutes les associations exclusivement créées pour soutenir le 3^e mandat, mais il faut que vous compreniez une chose. Abdekka n'est qu'un «bachar», un homme, malgré toute l'aura fluorescente qui fait halo par-dessus sa tête. Il est doué de capacités et de dons hors normes, hors catégories, hors classements, mais ça reste un homme. Et cet homme, toutes les associations de soutien à sa 3^e candidature et à sa candidature à vie sont en train d'exiger presque de lui qu'il annonce son rempilage à partir de leurs villes et régions. C'est mignon, mais ce n'est pas réali-

sable. Humainement, s'entend. Boutef' ne peut pas dans le même temps, à la seconde près, en parfaite synchro, se déclarer candidat à partir de Béjaïa, de Tlemcen, de Constantine, de Tamanrasset ou de Tindouf (le nouvel eldorado algérien). Il faut absolument se rendre à cette triste évidence. Mais, il y a une solution ! Car, il y a toujours une solution dans le merveilleux pays du 12 novembre. Si humainement, Abdekka ne peut pas se dédoubler, se tripler, se quadrupler ou se couper en 48 morceaux pour annoncer au même moment sa candidature, il est par contre possible de disposer des écrans géants sur les places de chaque chef-lieu de wilaya et d'appeler tous les habitants de toutes les régions du bled à se masser devant, à l'heure T de l'annonce. Ainsi, ils recevront le sublime message en même temps et s'en iront, ensuite, hurler leur joie, tellement sincère, aux quatre coins du joyeux pays en une liesse indescriptible. Et cette solution technique présente un autre gros avantage, économique celui-là : booster la vente des écrans géants. Et nous permettre ainsi de tenir, de résister face à la crise mondiale un peu plus longtemps que ne nous le prédisent Ouyahia, Djoudi et Laksaci. Vive le 3^e mandat sur écran géant ! Vive la démocratie plasma. Un seul héros, la haute définition ! Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.

Škoda Octavia Tour

1 299 000 à partir de
DA TTC

Taxe sur véhicule incluse
Livraison 2009. Disponible en stock.

le Diesel
au prix de
l'essence

SOVAC
Importateur exclusif
Route de Draria, El Achour
Service commercial : 021 21 11 11
Disponible sur tout le réseau SOVAC